



Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (Socle commun)

Séance du 10 juin 2020, **à distance**

Le dix juin deux mille vingt, à 14h30, le Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole, dûment convoqué le quatre juin deux mille vingt, s'est réuni à distance, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 107

Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice : 2

Nombre de délégués présents ou représentés : 47 (dont 11 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires :

Jean-Michel Arberet (Arcueil), Jean-François Ploteau (Argenteuil), Bruno Tuder (Bagneux), Stephanka Toussaint (Bois-Colombes), Boujemāa El Kasmi (Bondy), Marc Feugere (Chatenay-Malabry), Jackie Boulay (Chatillon), Serge Kehyayan (Clamart), Bernard Accart (Courbevoie), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), Fatah Aggoune (Gentilly), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Christophe Paquis (Les Lilas), Sophie Deschiens (Levallois), Farid Hemidi (Malakoff), Christophe Najdovski (Paris), Catherine Baratti-Elbaz (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Marie-Michelle Phojo (Romainville), Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Pascale Trimbach (Saint-Mandé), Patrice Pattée (Sceaux), Mahrouf Bounegta (Villejuif), Hervé Lièvre (GPSO), Jean-Marc Szmargd (GPSO), Antoine Dupin (GPSO), Bernard Roche (GPSO), Yann Wehring (Ile-de-France), Isabelle Debré (Hauts-de-Seine), Ibrahima Traoré (Val-de-Marne) ;

Suppléants avec voix délibératives :

Emmanuel Serot (Alfortville), Jean-Michel Hua (Bougival), Pascal Turano (Charenton), Jean-Pierre Barnaud (MGP) ;

Excusés ayant donné pouvoir :

Rémi Muzeau (Clichy) à Stephanka Toussaint, Bruno Hélin (Créteil) à Christophe Najdovski, Laurent Baron (Le Pré Saint-Gervais) à Marie-Michelle Phojo, Christian Demuynck (Neuilly-Plaisance) à Jean-Pierre Boyer, Jean-Jacques Pasternak (Nogent sur Marne) à Patrice Pattée, Monique Bouteille (Rueil Malmaison) à Sophie Deschiens, Jean-Paul Mordefroid (Verrières le Buisson) à Patrice Pattée, Alain Bortolameolli (Villeneuve-la-Garenne) à Stephanka Toussaint, Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine) à Christophe Najdovski, Alain Schumacher (GPGE) à Jean-Pierre Boyer, Aline de Marcillac (GPSO) à Antoine Dupin.

Excusés :

Jean-Yves Senant (Antony), Anne Pelletier-Le Barbier (Bièvres), Aude Lagarde (Drancy), Hervé Chevreau (Epinay-sur-Seine), Jean-Philippe Gautrais (Fontenay-sous-Bois), Jean-Christophe Fromantin (Neuilly-sur-Seine), François de Mazières (Versailles), Charlotte Libert-Albanel (Vincennes).

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des RH, Marthe Ozbolt, directrice de la communication et du marketing, MM. Hugues Celier, Directeur des services techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

- 1 Approbation du règlement portant sur l'organisation d'une séance du Comité à distance par visioconférence
- 2 Approbation de la séance à huis clos
- 3 Approbation du procès-verbal (Autolib' et Velib' socle commun) de la séance du 12 décembre 2019 reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum
- 4 PV du Bureau du 30/03/2020 pour information
- 5 Approbation du compte de gestion 2019 du Budget principal
- 6 Approbation du compte administratif 2019 du Budget principal
- 7 Affectation du résultat 2019 du Budget principal
- 8 Approbation du compte de gestion 2019 du Budget annexe Velib'
- 9 Approbation du compte administratif 2019 du Budget annexe Velib'
- 10 Affectation du résultat 2019 du Budget annexe Velib'
- 11 Modification des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib'
- 12 Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels
- 13 Modification du tableau des emplois et des effectifs (suppressions et créations)
- 14 Rendu-compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures 30 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Jean-Michel Arberet est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du règlement portant sur l'organisation d'une séance du Comité à distance par visioconférence (délibération 2020 02)

La Présidente indique aux membres que cette délibération vient d'être approuver à l'unanimité par le Comité intervenant en substitution du conseil d'exploitation mais qu'il est nécessaire de l'approuver également afin de tenir ce Comité à distance. Elle rappelle que la solution technique retenue pour la visioconférence est Microsoft Teams et que la séance est enregistrée.

La Présidente donne la parole aux membres et en l'absence d'intervention, soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : APPROUVE, le règlement portant sur l'organisation d'une séance du Comité syndical par visioconférence annexé à la présente délibération.

Article 2 : CHARGE la Présidente de l'exécution de la présente délibération.

2. Approbation de la séance à huis clos (délibération 2020 03)

La Présidente indique aux membres que cette délibération vient de recueillir un avis favorable du Comité intervenant en substitution du conseil d'exploitation mais qu'il est nécessaire maintenant de l'approuver. Elle rappelle que les moyens techniques mis en œuvre pour la visioconférence ne permettent pas de pouvoir rendre publique la séance.

La Présidente donne la parole aux membres et en l'absence d'intervention, soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité, de se réunir exceptionnellement à huis clos.

3. Approbation du procès-verbal (Autolib' et Velib' socle commun) de la séance du 12 décembre 2019 reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal.

Enghien-Les-Bains souhaite s'abstenir.

Le procès-verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole du 12 décembre 2019 reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum est adopté.

4. Procès-verbal du Bureau du 30/03/2020 pour information

La Présidente rappelle aux membres du Comité syndical que le procès-verbal du Bureau syndical Autolib' et Velib' Métropole du 30 mars 2020 leur a été transmis à titre d'information.

5. Approbation du compte de gestion 2019 du Budget principal (délibération 2020 04)

La Présidente rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable public puis donne la parole à Florent Texier.

Florent Texier (Directeur des finances) présente le budget principal de l'année 2019.

En fonctionnement, il indique que 2019 était la première année avec un nouveau format de budget sans les redevances d'occupation versées par la société Autolib', reversées en partie aux

collectivités et EPT. A ce jour, seules les contributions des collectivités et EPT permettent d'équilibrer le budget. Celles-ci ont été diminuées avec le vote d'une décision modificative.

2019 est aussi la première année où la provision de 20 millions d'Euros sur 5 ans pour la résiliation de la DSP Autolib' (délégation de service publique) est titrée aux membres pour un montant de 4 millions d'Euros. Apparaît aussi le paiement à la société Autolib' du protocole relatif à la prolongation du service en juillet 2018 (1,9 millions d'Euros).

L'ensemble des autres charges de fonctionnement est en diminution.

Le résultat de 2019 est en déficit de 760 000 € mais l'excédent cumulé pour la section de fonctionnement est supérieur à 2 millions d'Euros.

En investissement, les dépenses concernent principalement le remboursement de l'emprunt pour 1 800 000 € par an et ce jusqu'en 2023.

Le résultat de 2019 est en déficit de 350 000 € et 1 300 000 € de déficit cumulé. Lors de l'affectation du résultat, il est donc proposé aux membres d'affecter une partie de l'excédent du budget de fonctionnement en investissement et d'inscrire le reliquat en fonctionnement l'année suivante.

Il précise que le compte de gestion et le compte administratif sont égaux et conformes pour l'année 2019.

La Présidente donne ensuite la parole aux membres et en l'absence d'intervention, soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : STATUE sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 du compte de gestion joint en annexe.

Article 2 : DECLARE que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2019 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 : ADOPTE le compte de gestion de l'exercice 2019 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

6. Approbation du compte administratif 2019 du Budget principal (délibération 2020 05)

La Présidente indique aux membres que le 6^e Vice-président, M. Patrice Pattée assurera la présidence à la fois pour le vote du compte administratif 2019 (Budget principal Autolib' Velib') ainsi que pour le vote du compte administratif 2019 (Budget annexe Velib').

La Présidente cède la Présidence à **M. Patrice Pattée** et se retire de la visioconférence.

Le Président indique que le compte administratif est identique et conforme au compte de gestion.

Le Président donne ensuite la parole aux membres et en l'absence d'intervention, soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : DONNE ACTE des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2019 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

Section de Fonctionnement en euros :

- Recettes : **10 543 490,31 euros**
- Dépenses : **11 308 091,71 euros**

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2019 : - **764 601,40 euros**

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : **+2 145 856,18 euros**, dont **2 910 457,58 euros** de report d'excédent de l'exercice 2018.

Section d'Investissement en euros :

- Recettes : **4 358 388,52 euros**
- Dépenses : **4 709 779,51 euros**

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2019 : - **351 390,99 euros**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : - **1 316 704,16 euros**, compte tenu du déficit d'investissement de l'exercice 2018 de : - **965 313,17 euros**.

Soit un EXCEDENT global de clôture 2019 : + 829 152,02 euros

Article 2 : APPROUVE le compte administratif de l'exercice 2019 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

A la suite du vote, Mme Catherine Baratti-Elbaz, a repris la présidence et a remercié les membres et Patrice Pattée.

7. Affectation du résultat 2019 du Budget principal (délibération 2020 06)

La Présidente rappelle que le résultat de 2019 en investissement est en déficit de 350 000 € et d'1 300 000 € de déficit cumulé. Elle ajoute qu'il est proposé aux membres d'affecter une partie de l'excédent du budget de fonctionnement en investissement et d'inscrire le reliquat en fonctionnement l'année suivante.

La Présidente donne la parole aux membres et, en l'absence d'intervention, soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'AFFECTER en réserves (article 1068) 1 316 704,16 € du résultat de fonctionnement cumulé pour financer une partie du besoin de financement de la section d'investissement,

Article 2^e : D'AFFECTER en report à nouveau en section de fonctionnement 829 152,02 € (compte 002 solde d'excédent reporté).

8. Approbation du compte de gestion 2019 du Budget annexe Velib' (délibération 2020 07)

La Présidente rappelle que cette délibération vient de recueillir un avis favorable à l'unanimité du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation de la Régie Velib' et qu'il faut maintenant l'approuver.

Elle donne la parole aux membres et en l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : STATUE sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 du compte de gestion joint en annexe.

Article 2 : DECLARE que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2019 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 : ADOPTE le compte de gestion de l'exercice 2019 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

9. Approbation du compte administratif 2019 du Budget annexe Velib' (délibération 2020 08)

La Présidente s'est retirée de la visioconférence pour laisser la présidence à M. Patrice Pattée pour le vote du compte administratif 2019 du Budget annexe Velib'.

Le Président rappelle que le compte administratif 2019 du Budget annexe Velib' vient de recueillir un avis favorable à l'unanimité des membres du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation de la Régie Velib' et qu'il faut maintenant l'approuver. Il donne la parole aux membres et en l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : DONNE ACTE des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2019 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

Section Fonctionnement :

- Recettes : **41 465 031,67 euros**
- Dépenses : **42 810 176,15 euros**

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2019 : - **1 345 144,48 euros**.

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : + **272 684,76 euros**, compte tenu de l'excédent 2018 reporté de : + **1 617 829,24 euros**.

Section Investissement :

- Recettes : **49 707,84 euros**
- Dépenses : **40 758,16 euros**

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2019 de : + **8 949,68 euros**.

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : + **6 308,48 euros**, compte tenu du déficit reporté de 2018 : - **2 641,20 euros**.

Soit un EXCEDENT global de clôture 2019 : + 278 993,24 euros

Article 2 : APPROUVE le compte administratif de l'exercice 2019 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

À la suite du vote, Mme Catherine Baratti-Elbaz a repris la Présidence et a remercié les membres.

10. Affectation du résultat 2019 du Budget annexe Velib' (délibération 2020 09)

La Présidente rappelle que l'affectation du résultat 2019 du Budget annexe Velib' vient de recueillir un avis favorable à l'unanimité des membres du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation de la Régie Velib' et qu'il faut maintenant l'approuver. Elle donne la parole aux membres.

Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses) souhaite savoir où en est le calcul de l'indemnité de résiliation de la DSP Autolib'. Il souligne que lors des derniers Comités, les statuts du Syndicat ont été modifiés et qu'un groupe de travail avec les élus a été mis en place. A ce jour, il n'y a pas d'information. Il souhaiterait obtenir un tableau de synthèse avec les différentes cotisations et leurs montants afin de finaliser le budget communal.

La Présidente rappelle qu'il y a trois sujets différents :

- Le rachat des biens de retours à leur VNC (Valeur nette Comptable) qui dépend de l'historique de chacune des stations Autolib'. Celle-ci a été calculée par le Syndicat et il subsiste un désaccord avec la société Autolib' ;
- Les indemnités dues à la résiliation de la DSP où subsiste aussi un désaccord sur le montant dû avec la société Autolib' ;
- La société Autolib' souhaite facturer un troisième poste lié au dédommagement de la rupture de la DSP. Le Syndicat n'estime pas être redevable à la société Autolib' à ce titre.

À ce jour, les statuts du Syndicat prévoient un coût pour les collectivités et EPT établis selon le nombre de stations détenues à la fin de la DSP. La prise en compte du *prorata temporis* pour les stations de chaque collectivité ou EPT ne présente que peu de différences à l'exception de quelques communes. A ce jour, il peut être envisagé de ne pas inclure le *prorata temporis* dans le calcul et de régler collectivement le cas des quelques communes en souffrance.

Le contentieux avec la société Autolib' est en cours et sa durée peut être estimée à 5 à 6 ans. Le Syndicat souhaite obtenir un accord sur la VNC des biens de retour. Une reprise des groupes de travail et des discussions avec la société Autolib' sont prévues après l'installation de la nouvelle gouvernance du Syndicat.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'AFFECTER en report à nouveau en section de fonctionnement 272 684,76 € (compte 002 solde d'excédent reporté).

11. Modification des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' (délibération 2020 10)

La Présidente rappelle que la modification des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' vient de recueillir un avis favorable à l'unanimité des membres du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation de la Régie Velib' et qu'il faut maintenant l'approuver.

Elle donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE

Article 1 : D'OFFRIR à titre exceptionnel :

- le remboursement des tarifs d'usages appliqués jusqu'au 1er avril 2020 dans la limite d'une heure aux personnes abonnées V-Libre, V-Plus et V-Max, sur la période de confinement commencée le 17 mars 2020,
- la gratuité des usages dans la limite d'une heure aux personnes abonnées V-Libre, V-Plus et V-Max à compter du 1er avril 2020, sur la période de confinement commencée le 17 mars 2020.

Les autres conditions tarifaires pour les usagers Velib' Métropolitains restent inchangées.

Article 2 : Les pertes de recettes d'exploitation conséquentes à ces modifications temporaires des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' décidées par le seul pouvoir adjudicateur seront sans préjudice de l'intéressement sur recettes dû à l'exploitant Smovengo.

Article 3 : D'OFFRIR la première mensualité de l'abonnement à tout abonné actif V-Libre et V-Plus qui décide de souscrire au forfait supérieur à celui qu'il a en cours, avec une période de promotion ouverte entre le 18 juin et le 31 juillet 2020.

- Pour un abonné en paiement mensuel, la facturation due au titre de l'abonnement supérieur souscrit sera de 0 € au moment de la souscription de l'upgrade.
- Pour un abonné en paiement annuel, 11/12e du prix de l'abonnement dû au titre de l'abonnement supérieur souscrit sera facturé au moment de la souscription de l'upgrade.

Les autres conditions tarifaires pour les usagers Velib' restent inchangées.

Article 4 : DE RENDRE exceptionnellement gratuit le Pass « V Découverte » mardi 7 juillet 2020 pour inciter les métropolitains à essayer le service pour se rendre sur leur lieu de travail à Vélib' et d'ouvrir cette possibilité d'opérations Pass "V Découverte" gratuit sur une journée, dans la limite de cinq fois par an par ordre de service.

Pour bénéficier de l'opération, l'utilisateur devra renseigner le code promotionnel gratuit lors de sa souscription à un « pass V-Découverte » sur internet uniquement (pas sur le totem).

Les autres conditions tarifaires pour les usagers Velib' Métropolitains restent inchangées.

Article 5 : La Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération.

12. Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels (délibération 2020 11)

La Présidente donne la parole à Ghislaine Geffroy.

Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) indique que la délibération donne la possibilité au Syndicat de faire appel à des agents contractuels pour des besoins ponctuels et qu'elle doit être soumise au Comité syndical tous les ans.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

VALIDE les recrutements dans les conditions prévues par les articles 3 et 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée d'agents contractuels pour des besoins temporaires liés :

- à un accroissement temporaire d'activité,
- à un accroissement saisonnier d'activité,
- au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels,

CHARGE la Présidente de :

- constater les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement temporaire des fonctionnaires et des agents contractuels,
- déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des agents contractuels recrutés selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil,
- procéder aux recrutements.

AUTORISE la Présidente à signer les contrats nécessaires.

PRECISE que ces agents contractuels seront rémunérés selon les dispositions prévues par les deux premiers alinéas de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 :

- le traitement indiciaire, et éventuellement le supplément familial de traitement, afférents aux emplois auxquels ils sont nommés,
- le régime indemnitaire dans les conditions fixées par délibération.

En application de l'article 5 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, les agents contractuels ainsi recrutés qui, à la fin de leur contrat, n'auront pu bénéficier de leurs congés annuels, seront indemnisés dans la limite de 10 % des rémunérations totales brutes perçues.

PRECISE que dans le cas du remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel, le contrat pourra prendre effet avant le départ de l'agent remplacé.

DIT que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

13. Modification du tableau des emplois et des effectifs (délibération 2020 12)

La Présidente donne la parole à Ghislaine Geffroy.

Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) précise que cette délibération s'inscrit à la fois dans la continuité de la diminution de la masse salariale du Syndicat par la suppression de trois emplois et que la création des deux emplois permettra le changement de grade d'agents du Syndicat.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

APPROUVE la suppression des 3 emplois suivants :

- 1 emploi de technicien à compter du 1^{er} juillet
- 2 emplois d'ingénieurs dès l'avancement des agents au grade d'ingénieur principal

APPROUVE, la création de 2 emplois d'ingénieur principal relevant de la catégorie A.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Catégorie	Nombre	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
Attaché	A	7		
Rédacteur	B	4		
Adjoint administratif	C	3		
Ingénieur en chef	A	2		
Ingénieur	A	1		
Ingénieur principal	A	2	Diplômes de niveau 1 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 441 et IB 1027
Adjoint technique	C	1		
Adjoint technique ou Agent de Maîtrise ou Adjoint administratif	C	3		
Total des emplois		23		

DIT, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

14. Rendu-compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence (délibération 2020 13)

La Présidente rappelle qu'elle rend compte de ses décisions régulièrement dans le cadre de la délégation qui lui est donnée par le Comité syndical.
Elle donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par la Présidente à compter du 21 août 2019, en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical à la Présidente, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

15. Point à date du service public Velib' Métropole

La Présidente donne la parole à Ghislaine Geffroy.

Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) présente quelques données à date du service public Velib' Métropole.

Elle rappelle que le service fût disponible et ouvert pendant toute la durée du confinement permettant aux personnes qui devaient se déplacer pendant cette période de pouvoir le faire quelle que soit l'heure de la journée. Le nombre de courses était très faible au début du confinement (20 000 courses/jour) mais ce nombre a progressivement augmenté pour atteindre 40 000 courses par jour en fin de confinement. Le parc de vélos disponibles sur le terrain a été stabilisé à 15 000 vélos pendant le confinement avant d'augmenter à partir du 27 avril, pour atteindre 19 000 vélos au 11 mai.

15% des courses durant le confinement ont eu pour départ ou arrivée des stations à proximité des principaux hôpitaux parisiens.

Pour accompagner les usages durant la crise, la première heure de Velib' était gratuite pour tous les usagers entre le 17 mars et le 11 mai.

Depuis le 11 mai, on constate une reprise très importante des courses, favorisée par une météo très clémente, des contraintes d'accès aux transports en commun et une appréhension

La Présidente indique que les indicateurs sur les vélos perdus pourront être présentés prochainement dans un Comité syndical.

Farid Hemidi (Malakoff) souhaite recevoir par mail la présentation du Comité syndical.

Mahrouf Bounegta (Villejuif) souhaite savoir si un compte rendu sera disponible pour cette séance.

La Présidente confirme la disponibilité d'un compte-rendu pour cette séance.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h20.

Le Secrétaire de séance

Jean-Michel Arberet



Le Président,

Sylvain Raifaud

collective à les utiliser. A partir du 15 mai, les courses dépassent les 100 000 par jour quotidiennement, et dépassent les 160 000 le 30 mai et le 02 juin.

Le nombre de vélos disponibles sur le terrain est stable et conforme au marché : au 4 juin, on dénombre 11 260 vélos mécaniques et 8 202 VAE (soit 42% de la flotte) pour un total de 19 462 vélos.

Le nombre d'abonnés longue durée atteint les 360 000 au 5 juin.

Le service public Velib' Métropole est au rendez-vous de l'après confinement, avec un nombre de vélos conforme au marché, des capacités de maintenance et de régulation en mode nominal et un rappel systématique des gestes barrières.

Dans ce contexte de crise sanitaire, la situation est favorable à l'usage du vélo :

- Les pistes cyclables (temporaires ou non) se multiplient dans de nombreuses communes ;
- Le vélo comme mode de transport quotidien permet de mieux respecter les distances physiques.

Afin de sécuriser un niveau de recette pour l'année 2020, des actions marketings sont prévues :

- Décaler la date d'échéance des abonnés « contraints » des grèves de fin 2019 pour éviter un trou d'air au dernier trimestre 2020 avec un premier mois gratuit pour toute souscription au forfait supérieur (V-Plus, V-Max) du 18 juin au 31 juillet ;
- Conquérir des néo-cyclistes/nouveaux abonnés en proposant une journée d'essai grâce à la gratuité du Pass V-Découverte pendant 24h le 07 juillet.

La Présidente donne la parole aux membres.

Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois) rappelle ses inquiétudes concernant les vélos abandonnés, souvent dans un état de dégradation important. Il avait demandé durant un précédent Comité syndical à Smovengo la possibilité de géolocaliser les vélos, *a minima* les électriques. Mais cela n'a pas été mis en place. Les équipes municipales retrouvent souvent des vélos dans des propriétés privées ou chez des bailleurs sociaux, sortis sur le trottoir avec les encombrants. Il souhaite savoir quand il sera possible d'avoir une géolocalisation des vélos.

Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) indique que le nombre de vélos est suivi. En fin d'année 2017 et fin d'année 2018, il y avait de nombreuses disparitions de vélos. Cette perte de vélos, à ce jour, est désormais très faible.

Smovengo a mis en place des maraudes afin de récupérer des vélos errants : c'est leur choix et le Syndicat n'a pas les moyens juridiques de leur imposer une géolocalisation sans un avenant au marché et un coût financier. Aujourd'hui, il est considéré que le système mis en place permet globalement de suivre les vélos, même si l'efficacité n'est pas à 100%. Il n'y a pas d'indicateurs inquiétants.

Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois) ne pense pas que les maraudes sont efficaces ni sur des propriétés privées, ni sur des zones non couvertes par le service, ni sur une si importante superficie comme le territoire de sa commune. Il trouve dommage que la géolocalisation n'ait pas été prévue dans le marché initial.

La Présidente rappelle que même si le vélo est géolocalisé dans un espace privé, il ne peut pas pour autant être récupéré par Smovengo.

Jean-Michel Arberet (Arcueil) souhaiterait obtenir des chiffres de Smovengo concernant les vélos disparus pour comprendre l'ampleur du problème et faire un choix sur la géolocalisation. Il remercie les équipes du Syndicat pour le travail effectué durant cette période particulière et salue la réussite du service lors du déconfinement. Il note l'importance des pistes cyclables initiées dans les communes.